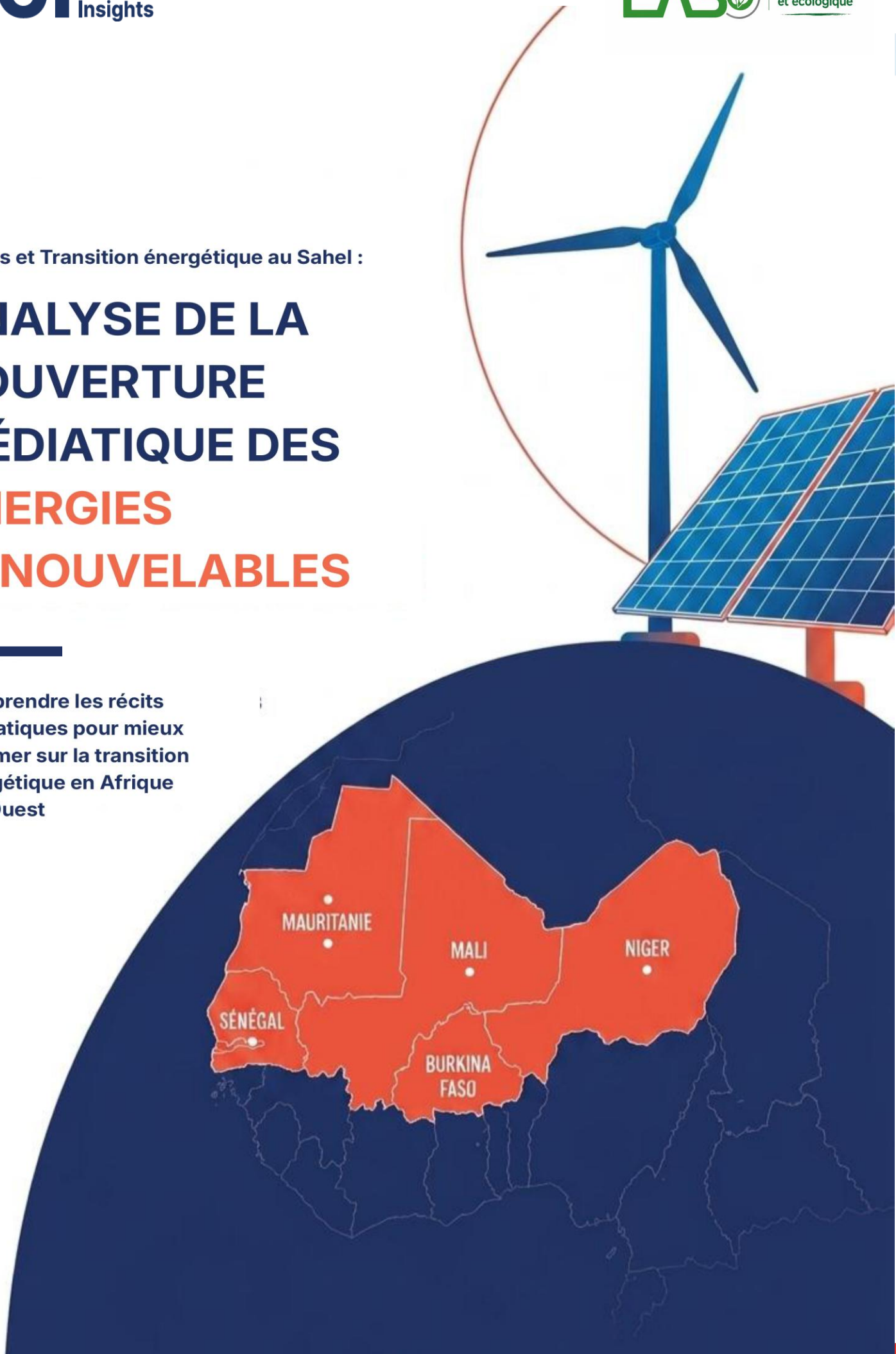
Africa Climate Insights

teranga LAB la fabrique citoyenne et écologique

Médias et Transition énergétique au Sahel :

ANALYSE DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Comprendre les récits médiatiques pour mieux informer sur la transition énergétique en Afrique de l'Ouest



Médias et transition énergétique au Sahel

Analyse de la couverture médiatique des énergies renouvelables au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal

Étude réalisée avec l'appui technique de **Birame Faye**, Spécialiste en Étude des médias, sous l'initiative d'Africa Climate Insights en partenariat avec Teranga Lab.

5	24	7 798	53
PAYS DU SAHEL	MÉDIAS SUIVIS	CONTENUS ANALYSÉS	JOURNALISTES INTERROGÉS

Mentions légales

ÉDITION ET PUBLICATION
Éditeur : Africa Climate Insights & Teranga Lab
Direction de la publication et coordination : Awa TRAORÉ, Fatima DATT, Alexandre Gubert LETTE, Aloise Iyane Ngor DIOUF.
Conception graphique et mise en page : Aloise Iyane Ngor DIOUF, Rokhaya SAMBE.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
L'étude intitulée « Médias et transition énergétique au Sahel : Analyse de la couverture médiatique des énergies renouvelables au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal » est la propriété de Africa Climate Insights et de Teranga Lab.
Crédit technique : Ce rapport a été réalisé avec l'appui technique de Birame Faye, Spécialiste en Étude des médias.
Toute reproduction, représentation, modification ou adaptation totale ou partielle du contenu, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable écrite des éditeurs.

PROTECTION DES DONNÉES
Les données collectées auprès des journalistes et acteurs de la société civile dans le cadre des guides d'entretien (via Google Forms et entretiens directs) ont été traitées dans le respect de la confidentialité et de l'anonymat des sources, conformément aux normes éthiques de la recherche sociale.

RESPONSABILITÉ
Africa Climate Insights et Teranga Lab s'efforcent de fournir des informations précises dans cette étude. Toutefois, elles ne sauraient être tenues responsables des omissions ou des erreurs d'interprétation des données par des tiers.

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES 6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF 7
CHAPITRE 01 : CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE 11
1.1. Contexte et défis liés à la transition énergétique 11
1.1.1. La multiplication des mégaprojets d'énergie renouvelable 11
1.1.2. OSC et médias pour une transition énergétique inclusive et transparente 13
1.2. Définitions et délimitation conceptuelle 14
1.3. Délimitation géographique 15
1.4. Rappel des objectifs de l'étude 17
1.5. Méthodologie 18
1.5.1. La recherche documentaire 18
1.5.2. Analyse quantitative et qualitative des contenus éditoriaux 18
1.5.3. Entretiens semi-directifs 19
1.5.4. Échantillonnage 19
1.5.5. Approche d'analyse 20
CHAPITRE 02 : ANALYSE QUANTITATIVE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES 22
2.1. Les énergies renouvelables dans la presse écrite 22
2.2. Les énergies renouvelables dans la presse en ligne 23
2.3. De la fréquence des contenus sensibles aux énergies renouvelables 23
2.4. L'énergie solaire avant l'hydroélectricité 24
2.5. Les autorités publiques tiennent le micro 24
2.6. Le règne du compte rendu 25
2.7. Le ton : énergies renouvelables comme énergies d'avenir 26
CHAPITRE 03 : QUALITÉ DU RÉCIT MÉDIATIQUE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES AU SAHEL 28
3.1. En Mauritanie 28
3.2. Au Burkina Faso 29
3.3. Au Mali 30
3.4. Au Niger 31
3.5. Au Sénégal 32
3.6. Regard des journalistes sur le traitement médiatique des questions environnementales 33
CHAPITRE 04 : LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS 36
4.1. Enseignements 36
4.2. Recommandations 36
Leçons apprises 37
Recommandations 38
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 42
NOTES ET RÉFÉRENCES 43
ANNEXES 44

Annexe 1 : Grille de collecte journalière des données par média (Excel) 44
Annexe 2 : Presse en ligne — Tableau de synthèse des données par pays 44
Annexe 3 : Presse écrite — Tableau de synthèse des données par pays 45
Annexe 4 : Grille d'analyse qualitative des productions médiatiques par pays 46
Annexe 5 : Guide d'entretien 46

LISTES DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Graphique 01 : Proportion des articles relatifs aux ER dans la presse écrite
Graphique 02 : Proportion des contenus éditoriaux relatifs aux ER dans la presse en ligne
Graphique 03 : Sujets spécifiques abordés en lien avec les énergies renouvelables
Graphique 04 : Profil des acteurs s'exprimant sur les énergies renouvelables
Graphique 05 : Genres journalistiques utilisés par les médias
Graphique 06 : Ton des contenus publiés par rapport aux énergies renouvelables
Graphique 07 : Raisons du faible traitement médiatique des ER au Sahel, selon les journalistes
Tableau 01 : Sites web d'informations générales
Tableau 02 : Journaux quotidiens d'informations générales
Tableau 03 : Tableau récapitulatif des techniques et outils de recherche
Tableau 04 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux en Mauritanie
Tableau 05 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux au Burkina Faso
Tableau 06 : Synthèse des résultats des contenus éditoriaux au Mali
Tableau 07 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux au Niger
Tableau 08 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux au Sénégal

SIGLES ET ACRONYMES

ABK	Agence du Barrage de Kandadji
ACI	Africa Climat Insights
AES	Alliance des États du Sahel
AFD	Agence Française de Développement
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARTP	Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes
BAD	Banque Africaine de Développement
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENOZO	Cellule Norbert Zongo pour le Journalisme d'Investigation en Afrique de l'Ouest
CEREEC	Centre pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO
CFI	Agence Française de Développement des Médias
CRADESC	Centre de recherche et d'action sur les droits économiques, sociaux et culturels
GSCC	Global Strategic Communications Council
GTA	Grand Tortue Ahmeyim
GWH	Gigawattheure
IPAO	Institut Panos Afrique de l'Ouest
JETP	Just Energetic Transition Partnership
MFWA	Media Foundation West Africa
NESAP	Projet d'accès aux services électriques solaires au Niger
NIGELEC	Société Nigérienne d'Électricité
OMVG	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie
ONU	Organisation de Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMI	Petite et Moyenne Industrie
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SEFA	Fonds pour l'énergie durable en Afrique
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette présente étude se propose d'analyser la couverture médiatique des énergies renouvelables au Sahel, particulièrement au Sénégal, au Mali, au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie, sous l'initiative d'Africa Climat Insights en partenariat avec Teranga Lab.

PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS

- **7 798** contenus éditoriaux examinés dans les journaux et la presse en ligne
- **<1%** des contenus seulement sont consacrés aux énergies renouvelables
- **<10 articles/semaine** sur 24 médias suivis — soit < d'un article par semaine et par média
- **43%** des contenus publiés par les 8 médias publics monitorés
- **70%+** de la couverture portent sur l'énergie solaire
- **97%** des articles sont des comptes rendus
- **81%** des acteurs cités sont des autorités politiques et administratives

Combinant des approches méthodologiques quantitative et qualitative, l'étude révèle que, dans ces pays du Sahel, les journaux et la presse en ligne généralistes réservent une faible part aux sujets relatifs aux énergies renouvelables. En effet, sur 7 798 contenus éditoriaux publiés par les journaux quotidiens et la presse en ligne d'information générale monitorés, à peine 1% est accordé aux énergies renouvelables. En moyenne, les 24 médias suivis dans le cadre de cette étude consacrent moins de 10 articles par semaine aux énergies durables, soit moins d'un article par semaine et par média. Et il existe des disparités selon le statut privé ou public du média. Les huit (8) médias publics monitorés parmi les 24 ont assuré plus de 43% des contenus éditoriaux publiés. De plus, les rares contenus portant sur les énergies renouvelables figurent exceptionnellement à la Une des journaux.

Par ailleurs, l'étude montre que la couverture médiatique des énergies durables dépend en grande partie des activités présidées par des autorités politico-administratives, s'exprimant ainsi trois fois plus que les acteurs de la société civile et les experts. Ce faisant, les journalistes se contentent d'en faire écho, en utilisant le format éditorial qui est le compte rendu. Ils ne prennent guère d'initiatives allant dans le sens d'un traitement plus approfondi, à travers des reportages, des enquêtes ou des dossiers sur les énergies renouvelables, fondés sur des données probantes et accessibles.

Sur le plan thématique, le monitoring révèle que l'énergie solaire bénéficie de près de plus de 70% de taux de couverture médiatique, par rapport à l'éolien et à l'hydroélectricité, participant à conforter la perception selon laquelle « énergie renouvelable équivaut au solaire ».

Sur le plan qualitatif, l'évaluation de 50 articles portant sur les énergies renouvelables, collectés dans le cadre de cette étude, en Mauritanie, au Mali, au Sénégal, au Niger et au Burkina Faso, montre que les journalistes du Sahel évoquent très peu des conventions régionales et internationales relatives à l'environnement, les énergies renouvelables et la lutte contre le réchauffement climatique en particulier. Ils n'exploitent pas non plus des sources de données ouvertes pour enrichir leurs articles, même si le ton qu'ils utilisent décrit largement les énergies renouvelables comme celles de l'avenir pour le Sahel.

Les acteurs médiatiques interrogés, dans le cadre de cette enquête, attribuent cette marginalité éditoriale à plusieurs facteurs dont l'absence d'une redéfinition des lignes éditoriales des médias locaux, historiquement dominées par les faits de société et la politique, et ce, malgré toute la place que la problématique du développement durable et de la transition énergétique occupe dans les agendas politiques, nationaux et internationaux. Ils évoquent également des contraintes structurelles telles que le modèle économique et financier précaire des médias, les faibles compétences spécifiques des journalistes pour traiter les énergies renouvelables, l'inexistence de services dédiés au traitement de l'information sensible à l'écologie dans les médias privés en particulier.

En effet, contrairement à la presse publique, 15 sur 16 médias privés, monitorés au Sénégal, au Burkina Faso, au Niger et au Mali, ne disposent pas de services dédiés au traitement de l'actualité environnementale et des questions liées au Développement Durable.

Par ailleurs, la proportion marginale des énergies renouvelables reflète une faible stratégie d'engagement de la partie médiatique chez les acteurs de la société civile et le monde des affaires qui militent pour une transition énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, étant donné que l'information médiatique est, en grande partie, le produit d'une co-construction entre journalistes et acteurs extra-médiatiques.

Pourtant, le prétexte d'une visibilité accrue des initiatives relatives aux énergies renouvelables existe car les gouvernements se sont pleinement engagés dans le mix énergétique, à travers plusieurs mégaprojets, notamment la construction de parcs solaires et de barrages hydroélectriques, avec l'appui de partenaires bilatéraux et multilatéraux. Le projet Desert To Power qui couvre le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal, le Niger et la Mauritanie, ainsi que six autres pays africains, grâce à un financement de 20 milliards de dollars, sous l'impulsion de la Banque Africaine de Développement, en est une illustration. Parallèlement, les PME, sous l'effet de plusieurs mesures fiscales relativement incitatives, marquent leur présence sur le terrain de la commercialisation et l'installation de kits solaires, même si leur dynamisme reste encore difficile à mesurer, à cause du caractère informel observé sur la chaîne de valeur des énergies solaires.

Ainsi, l'un des enseignements tirés de cette étude renvoie aux carences professionnelles et thématiques perceptibles chez les journalistes et les médias. Manifestement, outre le manque de

maîtrise des genres éditoriaux plus valorisants, ils ignorent, dans une large mesure, les politiques nationales d'énergie, ainsi que les traités internationaux relatifs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui engagent leurs pays. De plus, sur le plan géopolitique, les mégaprojets d'énergie solaire et hydroélectrique, malgré leur caractère stratégique, sont tous réalisés par les compagnies étrangères, parfois par le biais de la coopération bilatérale. Du coup, les effets d'entraînement socio-économiques et technologiques risquent d'être mineurs dans les pays concernés. Une ignorance de tels enjeux explique, en partie, le manque d'intérêt éditorial pour les énergies renouvelables.

RECOMMANDATIONS SYNTHÉTIQUES

Aux OSC : Accroître la sensibilisation des leaders des médias et des journalistes, pour arriver à une reconfiguration des pyramides éditoriales, en positionnant la problématique du Développement Durable et de la transition énergétique inclusive parmi leurs priorités d'ordre informationnel. Intensifier le plaidoyer pour une transition énergétique juste, en mettant en œuvre une stratégie de communication qui engage beaucoup plus les acteurs médiatiques.

Aux organisations de presse : Renforcer les connaissances des journalistes sur les enjeux liés à la transition énergétique et leurs capacités en journalisme de données et d'investigation, en nouant des partenariats avec les organisations de la société civile, les ONG, les think tanks, et les instituts et centres de recherche.

Aux institutions de régulation des médias : Prendre des mesures incitatives pour encourager la prise en compte de la question du Développement Durable et de la transition énergétique juste dans les programmes médiatiques.

< 1%

des contenus mediatiques consacrés aux énergies renouvelables dans les 4 pays

53

journalistes et responsables de médias interrogés dans 4 pays

7 798

publications analysées sur 24 médias entre 2019 et 2024

CHAPITRE 01 : CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

1.1. Contexte et défis liés à la transition énergétique

Malgré les limites notées dans certaines orientations politiques relatives à l'accès à l'électricité, la dynamique de la transition énergétique est enclenchée au Sahel occidental francophone, à des rythmes différents. En 2022, la Mauritanie est parvenue à un mix énergétique dont les énergies renouvelables (le solaire photovoltaïque, l'éolien et l'hydroélectricité) y représentent 30% environ (PNUD, 2024). Au Mali, la production d'électricité est dominée à hauteur de 54% par les énergies fossiles. Toutefois, l'hydroélectricité y représente 41% et le solaire, 3,5% (Low Carbon Power, 2023).

Au Burkina Faso, le solaire représente 11,5% de la production électrique nationale et l'hydroélectricité 3,5%, en 2023, selon les données de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSE). Au Sénégal, les énergies renouvelables représentent 30% environ de la production électrique nationale, d'après les dernières estimations officielles. Ce dernier pays a adhéré au Partenariat pour une Transition Energétique Juste (JETP) et s'est donné comme objectif d'atteindre 40%, d'ici 2030 [note 1].

À l'instar des autres pays ouest-africains, l'hydroélectricité constitue la principale source d'énergie renouvelable exploitée au Sahel, selon le CEREEC (2023). Le potentiel solaire reste encore sous-exploité. Toutefois, les choix politiques révèlent trois défis, visiblement contradictoires : l'accès de tous les citoyens à l'énergie, la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre conformément à leurs engagements internationaux et l'impératif d'exploiter des gisements d'énergie fossile disponibles (uranium, pétrole, charbon, etc.) pour des perspectives exclusivement économiques.

1.1.1. La multiplication des mégaprojets d'énergie renouvelable

Au niveau macroéconomique et sectoriel, plusieurs mégaprojets de production d'énergie renouvelable sont en cours dans ces pays. C'est l'exemple de l'« Initiative Desert To Power ». Lancée en 2019 par la BAD, elle vise à exploiter le potentiel solaire de 11 pays du Sahel dont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. L'initiative vise à produire 10 gigawatts d'énergie solaire afin d'alimenter 250 millions de personnes qui n'ont pas encore accès à l'électricité dans le Sahel. Pour y arriver, la BAD a réussi à mobiliser un financement de 500 millions de dollars auprès de ses partenaires financiers.

Au Niger, la construction du barrage hydroélectrique de Kandadji (sur le fleuve Niger) a été relancée avec l'appui de partenaires financiers comme la BAD et une entreprise chinoise. Outre les aménagements agricoles, cette infrastructure va produire 130 mégawatts qui contribuera à renforcer la capacité énergétique du pays. Ce projet s'inscrit dans un programme plus vaste axé sur le développement des ressources en eau et la gestion durable des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger. Une Agence du Barrage de Kandadji (ABK) a d'ailleurs vu le jour. La première phase de construction du barrage a été engagée en mars 2019 et devrait s'achever fin 2026.

Au Mali, en mai 2024, les autorités ont lancé la construction d'une centrale solaire de 200 mégawatts qui s'étendra sur 314 hectares. Cette « centrale solaire de Sanankoroba » est construite par la société russe Novawind, la filiale du groupe nucléaire Rosatom, spécialisée en production d'énergie renouvelable. Le coût de l'investissement est estimé à 120 milliards de francs CFA (environ 183 millions d'Euros). Cette centrale est considérée par les autorités maliennes comme la plus grande en Afrique de l'Ouest, en termes de capacité de production. Elle est conçue pour « une exploitation stable pendant vingt ans » et passera « sous le contrôle total du ministère de l'Énergie » malien au bout de dix ans, selon le Directeur de Novawind. Elle est censée augmenter la production électrique nationale de 10% [note 2].

En Mauritanie, le 1er octobre 2025, le gouvernement a signé un accord portant sur 300 millions de dollars avec Iwa Green Energy pour développer une centrale hybride solaire-éolienne de 60 mégawatts [note 3]. Ce projet, mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative Desert to Power, marque une étape importante dans la volonté du pays d'accroître sa production d'électricité, grâce à des financements privés, tout en accélérant sa transition vers les énergies renouvelables. Elle portera la capacité installée de la Mauritanie à environ 450 mégawatts. Sa mise en service est prévue en septembre 2026 [note 4].

Au Sénégal, parallèlement à la multiplication des centrales solaires, la construction du barrage hydroélectrique de Sambangalou, la deuxième composante du « Projet Énergie » de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG), a été lancée en septembre 2022. Une production annuelle de 394,3 gigawattheures (GWH) y est attendue. Elle sera partagée entre les quatre pays membres de l'OMVG que sont la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et le Sénégal. L'État du Sénégal a mobilisé le financement pour le compte des États-membres, en signant des partenariats public-privés. La construction du barrage a connu un arrêt, à cause de quelques retards de paiements dus à l'entreprise SAMVA, le maître d'ouvrage [note 5].

Au Burkina Faso, le 23 mars 2023, l'État a lancé le Projet Yeleen, sous la présence des représentants des partenaires financiers que sont la BAD, l'AFD et l'Union européenne pour un budget global de 141,6 millions d'Euros. Le projet vise à développer la production photovoltaïque sur le réseau électrique, à bâtir un modèle d'électrification rurale basé sur la production solaire photovoltaïque et à densifier le réseau électrique. Les travaux consistent à installer quatre centrales solaires photovoltaïques, d'une capacité totale de 51 mégawatt-crête, répartis sur les

sites de Gonsin (dénommé Ouaga Nord-Ouest), Dori (région du Sahel au Nord), Diapaga (Est) et Gaoua (Sud-Ouest). Il est prévu également la réalisation d'un système de stockage d'énergie d'une capacité minimale de 10 mégawatts et 8 mégawattheures, la construction de 5 000 kilomètres de ligne moyenne tension, de 2 000 kilomètres de ligne basse tension et de 2 500 foyers d'éclairage public [note 6].

Par ailleurs, dans une perspective d'harmonisation des politiques énergétiques, l'UEMOA a adopté la Directive N°02/2022/CM/UEMOA relative à la promotion et au développement des énergies renouvelables dans les États membres. Outre l'encouragement de partenariats public-privés, ce mécanisme établit une liste d'équipements d'énergie renouvelable devant bénéficier de mesures fiscales incitatives. Cette directive est en droite ligne avec la Politique de la CEDEAO sur les énergies renouvelables, en vigueur depuis 2015 [note 7].

1.1.2. OSC et médias pour une transition énergétique inclusive et transparente

Les organisations de la société civile (OSC) ne sont guère indifférentes aux enjeux liés à la transition énergétique juste au Sahel. Elles multiplient ainsi les actions d'engagement des différentes parties prenantes pour contribuer à relever ce défi et à éclairer le débat public autour des investissements énergétiques. Dans cette perspective, au Sénégal, Africa Climate Insights et la Fondation Heinrich Böll ont réalisé un « Produit de connaissance sur les impacts des combustibles fossiles et les opportunités d'une transition énergétique juste (JETP) au Sénégal » (2025). Analysant la situation énergétique de ce pays, ainsi que sa gouvernance, ce rapport recommande, entre autres, l'élaboration d'« une stratégie intégrée de communication et de plaidoyer mobilisant institutions publiques, secteur privé, Organisations de la Société Civile (OSC), partenaires techniques, médias et communautés afin de faire de l'énergie un levier de justice, de résilience et de développement durable pour l'ensemble des Sénégalaises et Sénégalais ». En effet, des acteurs enquêtés dans le cadre de cette étude déplorent particulièrement le manque de communication de la part des décideurs politiques et des investisseurs, accentuant ainsi la méfiance et les risques de tension sociale autour de certains projets pétroliers et gaziers.

Parmi les initiatives de la société civile, on peut également remarquer le renforcement des capacités des acteurs médiatiques pour une production d'une information de qualité, capable de renforcer la redevabilité et l'appropriation sociale des politiques publiques relatives aux énergies renouvelables. Dans ce cadre, Teranga Lab a organisé en partenariat avec le GSCC, en novembre 2024, à l'occasion de la COP 29, une COP locale visant à sensibiliser les journalistes sur les enjeux climatiques et la transition énergétique. En outre, en juillet 2025, le Centre de recherche et d'action sur les droits économiques, sociaux et culturels (CRADESC) a renforcé les capacités thématiques et techniques d'une trentaine de journalistes sénégalais sur la question de la transition énergétique. À cela s'ajoute la mise en place, par un groupe de partenaires techniques dont GSCC, d'une plateforme des acteurs de la société civile pour une transition énergétique juste au Sénégal (PACTEJ).

Ces initiatives sont louables et méritent d'être renforcées afin de relever les défis liés au faible taux de couverture médiatique des enjeux de la transition énergétique et du développement durable en général. Elles ont, en effet, le mérite de renforcer la prise de conscience liée à une transition énergétique juste, inclusive et transparente chez des journalistes, pendant que des organisations d'appui au développement des médias abordent cet enjeu dans un cadre plus global : l'environnement. C'est le cas de l'Agence française de développement des médias (CFI), de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, de la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation, entre autres.

1.2. Définitions et délimitation conceptuelle

Il convient de circonscrire quelques concepts clés utilisés dans le cadre de cette étude.

Analyse de contenu	Le chercheur américain Bernard Berelson (1952) [note 8] définit l'analyse (monitoring) de contenu en des termes qui la positionnent comme une méthode quantitative. Selon ce dernier, il s'agit d'une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication. Jean De Bonville [note 9] (2006) ajoute que c'est un groupe de techniques qui sert à mesurer, quantifier et interpréter des faits de communication. Malgré sa popularité croissante, en tant que méthode de recherche sur les médias, l'analyse de contenu a fait l'objet de deux « controverses » (Macnamara, 2018) [note 10]. Le principal défi est de savoir si elle est une méthode quantitative ou qualitative, ou les deux. L'analyse qualitative scrute plus en profondeur tous les éléments de contenu soumis à une analyse, que le chercheur s'oblige à retracer, à classer, à comparer, à évaluer et à articuler avec un contexte de production et de diffusion desdits contenus.
Couverture médiatique	La couverture médiatique correspond à l'action d'un média ou d'un groupe de médias d'information générale ou thématique de collecter, de traiter et de diffuser des informations sur un sujet, une activité, un événement déterminé. Dans le domaine des relations publiques et du marketing, elle renvoie à l'écho que les médias réservent à un sujet, un évènement, un produit, une marque ou un phénomène. Dans le cadre de notre étude, l'analyse de couverture médiatique renvoie à examiner la manière dont des médias informent sur l'actualité relative aux énergies renouvelables.
Énergie renouvelable	Les énergies renouvelables sont des énergies provenant de sources naturelles qui se renouvellent à un rythme supérieur à celui de leur consommation. La lumière du soleil et le vent, par exemple, constituent de telles sources qui se renouvellent constamment. En revanche, les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) sont des ressources non renouvelables qui mettent des centaines

	de millions d'années à se constituer [note 11]. La production d'énergie renouvelable génère bien moins d'émissions que la combustion de combustibles fossiles. Par extension, l'hydroélectricité est considérée comme de l'énergie renouvelable. En revanche, pour le gaz naturel, le débat reste entier.
Énergie éolienne	L'énergie éolienne désigne l'énergie obtenue du vent. C'est une source d'énergie renouvelable, inépuisable mais intermittente. La production varie ainsi en fonction du temps. Elle n'émet pas directement de gaz à effet de serre [note 12].
Énergie solaire	Par extension, l'expression « énergie solaire » est souvent employée pour désigner l'électricité ou l'énergie thermique obtenue à partir de la source énergétique primaire qu'est le rayonnement solaire. Actuellement, il existe deux voies principales d'exploitation de l'énergie solaire : le solaire photovoltaïque qui transforme directement le rayonnement solaire en électricité ; et le solaire thermique qui transforme directement le rayonnement en chaleur. Le solaire dit thermodynamique est une variante du solaire thermique : cette technique utilise l'énergie thermique du soleil afin de la transformer dans un second temps en électricité [note 13].
Hydroélectricité	L'énergie hydraulique est l'énergie fournie par le mouvement de l'eau quel qu'il soit. L'hydroélectricité ou énergie hydroélectrique consiste à transformer l'énergie cinétique du courant d'eau en énergie mécanique par une turbine, puis en énergie électrique par un alternateur [note 14].
Sahel	Le Sahel est une région naturelle, située au sud du désert du Sahara. Il s'étend du Cap Vert à l'Érythrée. Cette recherche se focalise sur le Sahel occidental : Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso et Mauritanie.

1.3. Délimitation géographique

Cette recherche se focalise sur le Sahel occidental, principalement le Sénégal, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie. Le choix de ces pays s'explique par le fait qu'ils présentent des dynamiques géopolitiques, économiques et médiatiques qui présentent des similarités, malgré quelques différences. Ce sont des pays francophones qui forment le Sahel occidental et côtier. Et puis, plusieurs initiatives visant à promouvoir des contenus médiatiques plus sensibles à l'écologie ont été développées dans ces pays, ces cinq dernières années. Il convient alors d'avoir une vue sommaire sur le contexte médiatique des cinq pays, du reste très évolutifs.

Au Burkina Faso, la montée de l'insécurité et l'instabilité politique, liée aux deux coups d'État survenus en janvier et en septembre 2022, ont considérablement dégradé les conditions d'accès à une information plurielle et l'exercice d'un journalisme libre. Le « traitement patriotique de l'information », concept cher du président de la transition, a pris le dessus sur la possibilité d'exercer un travail journalistique serein. Classé 105e/180 en 2025 et 86e en 2024 par Reporters Sans Frontières, le pays compte plus de 80 journaux, 185 radios, une trentaine de chaînes de télévision, et plus d'une centaine de sites d'information. Si la culture du journalisme d'investigation est historiquement répandue dans le pays, elle y est aujourd'hui menacée, en raison de la dégradation du contexte politique et sécuritaire.

La situation du Mali, classé 119e/180 en 2025 contre 114e en 2024, est assez comparable à celle du Burkina Faso. L'insécurité liée à la menace terroriste, conjuguée à l'instabilité politique, compromet l'accès des journalistes aux informations. Les autorités politiques ne cessent de sanctionner les voix et les médias critiques. En avril 2025, 78 stations de radio avaient fait l'objet de mesures de fermeture au Mali. Malgré tout, le paysage médiatique reste très diversifié. Le pays compte aujourd'hui environ 20 journaux, plus de 500 radios et plusieurs dizaines de chaînes de télévision, y compris régionales. Les programmes et la couverture médiatique reflétaient une réelle diversité des voix dans le pays, avant l'avènement du régime militaire.

Au Niger, classé 83e/180 en 2025 contre 80e/180, le coup d'État de juillet 2023 a été le catalyseur d'importantes violations de la liberté de la presse dans le pays. La fin du monopole d'État sur les médias en 1991 a favorisé le développement du paysage médiatique nigérien et permis l'arrivée des premiers hebdomadaires indépendants, distribués à Niamey. En 2022, le pays compte 67 radios privées, 198 radios communautaires ou associatives, 15 chaînes de télévision privées et 16 sites d'information. Au Niger, le taux de pénétration de l'internet avoisine les 30%, en 2023.

Le Sénégal, classé 74e/180 pays en 2025 contre 94e en 2024, offrait un contexte favorable à la presse. Mais les difficultés économiques des médias et la recrudescence des menaces envers les journalistes, ces dernières années, créent les conditions d'un recul du droit à l'information. Le pluralisme médiatique est contrebalancé par la prédominance des sujets politiques dans le traitement de l'information. Le paysage médiatique compte près de 260 médias récemment déclarés conformes au Code de la presse par le ministère chargé de la Communication. Le pays compte notamment 48 chaînes de télévision et web TV, autant de médias en ligne et près de 130 radios.

La Mauritanie, 50e/180 en 2025 contre 33e en 2024 — depuis la dépénalisation des délits de presse en 2011, les journalistes peuvent travailler dans un environnement moins répressif, mais vivent dans une grande précarité. La radio est le média le plus populaire en Mauritanie, avec principalement la radio nationale dénommée Radio Mauritanie, qui possède différentes antennes locales, tout comme TVM, la télévision nationale. Ces deux médias publics sont sous contrôle de l'État, à l'instar de l'Agence mauritanienne d'information. Ces dernières années, l'audiovisuel privé

vit une crise structurelle. Cependant, quelques médias privés, principalement des sites d'information, ont réussi à consolider leur position, au cours des 15 dernières années.

Pays	Classement RSF 2025	Paysage médiatique
Burkina Faso	105e/180 (RSF 2025)	80+ journaux, 185 radios, ~30 chaînes TV, 100+ sites web
Mali	119e/180 (RSF 2025)	~20 journaux, 500+ radios, dizaines de chaînes TV
Niger	83e/180 (RSF 2025)	67 radios privées, 198 radios communautaires, 15 TV privées, 16 sites web
Sénégal	74e/180 (RSF 2025)	260 médias, 48 chaînes TV, autant de médias en ligne, 130 radios
Mauritanie	50e/180 (RSF 2025)	Radio nationale, TV nationale, sites d'information privés

1.4. Rappel des objectifs de l'étude

Globalement, cette recherche vise à examiner le taux de couverture médiatique des énergies renouvelables au Sahel francophone, afin d'identifier des pistes d'action corrective et de bâtir une stratégie d'engagement des médias autour de la transition énergétique dans la sous-région.

De façon spécifique, l'étude vise les objectifs ci-après :

- Évaluer la fréquence et la nature des sujets liés aux énergies renouvelables dans les médias ;
- Identifier les principaux acteurs médiatiques impliqués dans la couverture des énergies renouvelables ;
- Analyser le cadrage des questions énergétiques : tonalité, sources d'information, profondeur de l'analyse, et liens avec les politiques publiques ;

- Examiner les défis rencontrés par les journalistes dans le traitement des énergies renouvelables ;
- Proposer des recommandations pour renforcer la couverture médiatique des énergies renouvelables.

1.5. Méthodologie

Pour collecter des données et les analyser, cette étude adopte une démarche méthodologique mixte, combinant des approches quantitative et qualitative.

1.5.1. La recherche documentaire

La problématique des énergies renouvelables n'est pas nouvelle au Sahel. Dans ce contexte géopolitique particulier et de celui du JETP, il conviendra d'examiner l'état des connaissances produites sur le sujet et d'analyser les écarts observés sur le plan de production de connaissances sur le sujet. Cette approche a également permis d'étudier des cas concrets d'initiative et d'entreprise qui évoluent dans l'offre de services d'énergies renouvelables.

1.5.2. Analyse quantitative et qualitative des contenus éditoriaux

L'étude a mené un monitoring quantitatif et qualitatif des contenus éditoriaux sur une période donnée. L'objectif spécifique visé, dans cette étude, est de mesurer la place des énergies renouvelables dans l'information médiatique. Le monitoring quantitatif s'est appuyé sur un tableau de collecte de données et des indicateurs clés : (1) le volume global des informations, (2) la part et récurrence des énergies renouvelables dans le contenu global, (3) la place des énergies renouvelables à la Une des médias, (4) les types d'énergie renouvelables évoqués, (5) le genre journalistique utilisé et (6) le ton.

Pour examiner la qualité du traitement réservé aux énergies renouvelables, une grille d'analyse a été exploitée. Celle-ci a comme indicateurs : (1) l'angle spécifique choisi, (2) le ton utilisé, (3) l'évocation de référence et d'engagements régionaux et internationaux relatifs aux énergies, (4) l'exploitation de données par l'auteur de la production. Cet examen qualitatif a concerné 50 articles portant sur les énergies renouvelables, diffusés dans cinq pays sahéliens francophones.

Le suivi des contenus éditoriaux a été mené sur deux périodes :

- Analyse quantitative : du 11 au 31 août 2025 au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal ;
- Analyse qualitative : du 01 janvier au 15 septembre 2025 en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

1.5.3. Entretiens semi-directifs

L'étude a recueilli des points de vue des journalistes sur la place des énergies renouvelables dans les médias des pays et les politiques publiques. À cet effet, un guide d'entretien a été administré à 53 acteurs des médias dont 17 au Sénégal, 14 au Burkina Faso, 11 au Niger et 12 au Mali. Ces entretiens qualitatifs ont permis de mieux contextualiser et de mettre en perspective les données collectées dans le cadre du monitoring des contenus médiatiques.

1.5.4. Échantillonnage

Au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso, 24 médias, soit 03 journaux quotidiens et 03 sites d'informations générales, publics et privés, les plus suivis, sont choisis. Ces 02 types de média (journaux et presse en ligne) offrent plus d'avantages en termes de collecte de matériaux exploitables et d'archivage pour d'éventuelles corrections.

Tableau 01 : Sites web d'informations générales

Pays	Média 1	Média 2	Média 3	Commentaires
Burkina Faso	AIB	Le Faso.net	Ouaga24	
Sénégal	APS	Dakaractu	Seneweb	
Mali	AMAP	Maliweb	Malijet	
Niger	ANP	ActuNiger	Lesechosduniger	

Tableau 02 : Journaux quotidiens d'informations générales

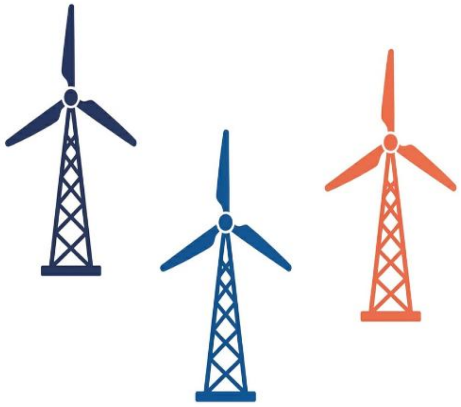
Pays	Média 1	Média 2	Média 3	Commentaires
Burkina Faso	Sidwaya	L'Observateur Paalga	Le Pays	
Sénégal	Le Soleil	Le Quotidien	L'Observateur	
Mali	L'Essor	L'Indépendant	Nouvel Horizon	
Niger	Le Sahel	Roue de l'Histoire	Le Républicain Niger	

Tableau 03 : Tableau récapitulatif des techniques et outils de recherche

N°	Approches	Outils/Techniques	Objectifs
1	Recherche documentaire	Fiche de lecture	Mise en contexte des ER et examen de projets et cas concrets de développement
2	Analyse quantitative	Grille de collecte des données éditoriales — Tableaux de synthèse	Mesurer la place et l'occurrence des ER dans les contenus éditoriaux
3	Analyse qualitative	Grille d'analyse qualitative	Mesurer la qualité du traitement médiatique et le degré de professionnalisme
4	Entretien semi-directif	Guide d'entretien / Google Form	Recueillir des avis d'acteurs des médias et discuter les données issues du monitoring

1.5.5. Approche d'analyse

Pour expliquer la place des énergies renouvelables dans les contenus éditoriaux au Sahel occidental, l'étude adopte une approche multicausale. Celle-ci rejoint celle de Rémy Rieffel (2001). Ce dernier considère que, pour étudier les pratiques professionnelles des journalistes et analyser ce qu'ils peuvent faire ou pas, il convient de questionner trois types de sphère : la sphère subjective des journalistes, leur sphère organisationnelle et leur sphère extérieure.



La sphère subjective renvoie à la conception que les journalistes ont de leur métier, de leurs missions sociales, ainsi que leurs compétences personnelles. La sphère organisationnelle est relative à l'ensemble des contraintes organisationnelles qui pèsent sur les journalistes, en termes de ligne éditoriale, de division du travail interne, de moyens économiques et financiers, etc. Quant à la sphère extérieure des journalistes, elle renvoie aux types de relation que leur travail a avec leurs sources d'information, les acteurs extra-médiatiques, l'environnement politico-légal et leurs publics.

CHAPITRE 02 : ANALYSE QUANTITATIVE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Pour mieux appréhender la place des énergies renouvelables dans les contenus éditoriaux, un monitoring a été mené durant le mois d'août 2025. Celui-ci a permis de mesurer, entre autres, la proportion des énergies propres dans le volume d'informations publiées par la presse écrite et la presse en ligne du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal. Ce présent chapitre propose une synthèse des résultats obtenus, donnant ainsi une photographie sur le traitement des énergies durables par les médias sahéliens en général.

2.1. Les énergies renouvelables dans la presse écrite

Les énergies renouvelables sont invisibles dans la presse écrite de ces quatre pays ciblés par notre étude. Au Burkina Faso, sur 1 234 contenus éditoriaux examinés, 0,40% seulement sont consacrés aux énergies durables. Au Mali, la couverture médiatique réservée à cette thématique est encore plus marginale. Sur 671 articles, 1,49% concernent les énergies renouvelables. Au Niger, le décor est aussi désertique. Sur 839 articles, une proportion de 0,59% évoque les énergies durables. Au Sénégal, malgré la masse critique d'articles publiées, durant la période (1 241), un taux de 0,32% seulement est réservé aux énergies durables.

Pays	Total articles examinés	Part consacrée aux ER
Burkina Faso	1 234	**0,40%**
Mali	671	**1,49%**
Niger	839	**0,59%**
Sénégal	1 241	**0,32%**
TOTAL / MOYENNE	**3 985**	**0, 70%**

Graphique 01 : Proportion des articles relatifs aux ER dans la presse écrite — Source : Enquête 2025

Ces tendances révèlent un très faible intérêt des médias par rapport aux énergies renouvelables dans ces différents pays. Le traitement de l'information environnementale n'est pas institutionnalisé, à travers la création de services (ou desks) et des équipes de journalistes dédiées, dans la presse privée en particulier. L'agenda médiatique reste dominé par les questions sécuritaires et géopolitiques au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Il demeure dominé par les actualités politiques et judiciaires au Sénégal.

Et pourtant, dans des pays comme le Mali et le Niger, la question de l'énergie reste une préoccupation centrale. Ils vivent, depuis plus de deux ans, des coupures électriques intempestives, à cause d'un problème d'approvisionnement, sous l'effet des sanctions de la CEDEAO et des problèmes de gouvernance du secteur. Le Niger a vu son approvisionnement en courant électrique couper par le Nigeria voisin, à la suite du coup d'État de 2023. L'énergie solaire photovoltaïque y est perçue d'ailleurs comme une alternative. Mais les médias restent peu sensibles aux implications sociales et économiques d'un tel sujet.

2.2. Les énergies renouvelables dans la presse en ligne

La presse en ligne du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal accorde une très faible place aux énergies renouvelables. Au Burkina Faso, sur 567 contenus éditoriaux suivis, une proportion de 0,17% seulement sont réservés aux énergies durables. Les médias en ligne maliens n'ont pas fait mieux. Sur 630 publications, un taux de 0,15% évoque les énergies renouvelables. Au Niger, sur 839 publications, la presse en ligne n'a accordé que 0,59% de ses contenus éditoriaux aux énergies alternatives. Celle du Sénégal n'a pas fait mieux. Sur 2 042 contenus suivis, 0,08% parlent des énergies renouvelables. Cette situation n'ignore pas les réalités systémiques structurelles et contextuelles que vit la presse écrite de ces quatre pays soulignés plus haut. Les priorités médiatiques sont les questions sécuritaires, humanitaires et géopolitiques dans les pays membres de l'Alliance des États du Sahel, malgré le défi énergétique pressant. Au Sénégal, l'actualité judiciaire et politique fait les choux gras de la presse en ligne.

Pays	Total contenus suivis	Part consacrée aux ER
Burkina Faso	567	**0,17%**
Mali	630	**0,15%**
Niger	839	**0,59%**
Sénégal	2 042	**0,08%**
TOTAL / MOYENNE	**4 078**	**0,24%**

Graphique 02 : Proportion des contenus éditoriaux relatifs aux ER dans la presse en ligne — Source : Enquête 2025

2.3. De la fréquence des contenus sensibles aux énergies renouvelables

Les 24 médias ont publié 30 contenus éditoriaux portant sur les énergies renouvelables, durant les 21 jours de monitoring, soit moins 1,5 articles par médias ou 10 contenus par semaine environ. Cette faible fréquence est plus accentuée dans la presse en ligne. Dans un pays comme le Burkina Faso et le Mali, la moyenne est de 0,3% des articles sur la même période. Ces tendances

confirment le désintérêt notoire dont font preuve les médias par rapport aux questions énergétiques et environnementales en général.

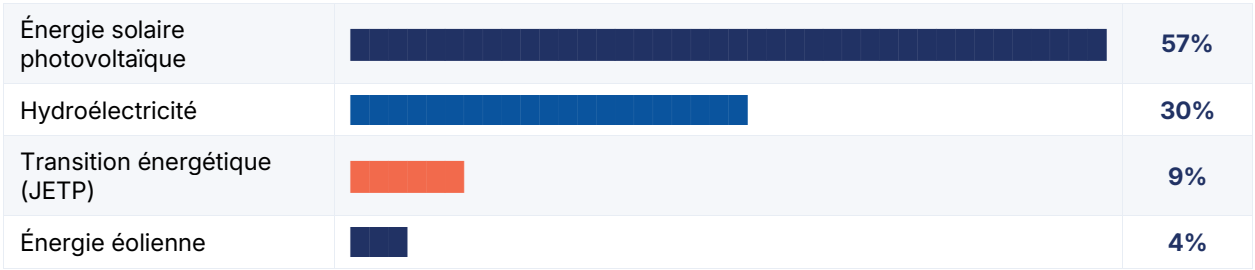
Les six médias publics (APS, Le Soleil, Sidwaya, AIB, ANP, le Sahel, AMIP et l'Essor) ont publié plus de 43% des contenus portant sur les énergies renouvelables. Cet intérêt noté chez les médias publics est en partie le résultat de la création de services (ou desk) environnement avec des journalistes dédiés. C'est le cas au Soleil, à l'Agence de Presse Sénégalaise (Sénégal) et à Sidwaya (Burkina Faso). L'existence de desks spécialisés garantit la production régulière de contenu éditorial. Quant à la presse privée, elle couvre l'actualité des énergies renouvelables et de l'environnement, de façon très occasionnelle et publie ses contenus dans des rubriques dites « Actualités », « Économie » ou « Société », pour la plupart du temps.

2.4. L'énergie solaire avant l'hydroélectricité

Les 30 articles dans lesquels les médias en ligne et de presse écrite parlent d'énergie renouvelable au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, concernent majoritairement l'énergie solaire photovoltaïque (57%). Elle est suivie de l'hydroélectricité (30%) et de l'énergie éolienne (4%). Toutefois, un article a examiné la question de la transition énergétique au Sénégal, en se référant au JETP.

Cette tendance observée dans les quatre pays reflète plus ou moins la perception que les acteurs ont des énergies renouvelables. Le solaire y est plus perçu comme la principale, sinon la seule source d'énergie alternative face aux combustibles fossiles. Les initiatives de promotion du solaire, quoique rares, sont plus marquantes que celles consacrées aux autres types d'énergie, dans les pays concernés par cette étude.

Graphique 03 : Sujets spécifiques abordés en lien avec les énergies renouvelables

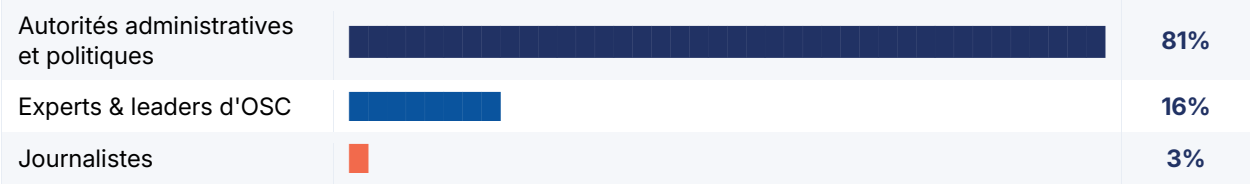


Source : Enquête 2025

2.5. Les autorités publiques tiennent le micro

Sur les 36 acteurs repérés dans les contenus éditoriaux, s'exprimant sur les énergies renouvelables, 81% sont des autorités administratives et politiques, dans les pays de l'AES en particulier. Les experts et les leaders d'organisation de la société civile représentent 16% et les journalistes 3%. Malgré le caractère économique des sources d'énergies renouvelables, aucun entrepreneur (ou investisseur) n'a été repéré parmi les acteurs ayant pris la parole. Outre le niveau d'activité faible, cette tendance reflète en partie le manque d'engagement des acteurs de la société et la situation délicate de la liberté d'expression au Sahel, où la parole publique est de plus en plus évitée par nombre d'acteurs civils par peur de représailles. En revanche, les acteurs institutionnels exercent un quasi-monopole sur le débat public.

Graphique 04 : Profil des acteurs s'exprimant sur les énergies renouvelables



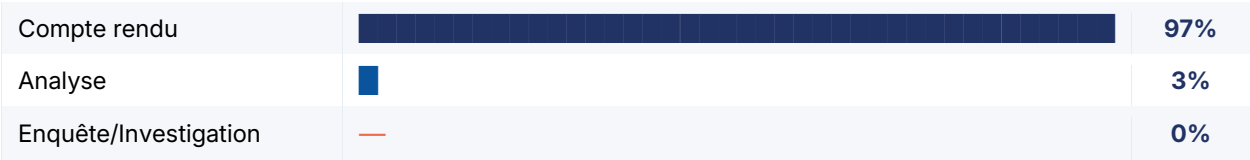
Source : Enquête 2025

2.6. Le règne du compte rendu

Le monitoring montre que 97% des 30 articles portant sur les énergies renouvelables sont des comptes rendus. Un seul article a emprunté le style de l'analyse. Dans les médias monitorés durant cette période, aucune enquête journalistique (investigation) n'a été publiée.

Cette tendance n'est ni nouvelle, ni exclusive aux énergies renouvelables. Elle confirme la vocation de « presse de compte rendu » au Sahel et son approche réactionnaire qui consiste à se limiter à la couverture d'activités organisées par d'autres catégories d'acteurs. En dehors des agendas institutionnels, les médias prennent peu d'initiatives pour mener des reportages, des dossiers et des débats pour la problématique du développement durable. Cela repose par ailleurs l'équation des moyens économiques financiers des médias susceptibles de leur garantir une relative indépendance éditoriale.

Graphique 05 : Genres journalistiques utilisés par les médias

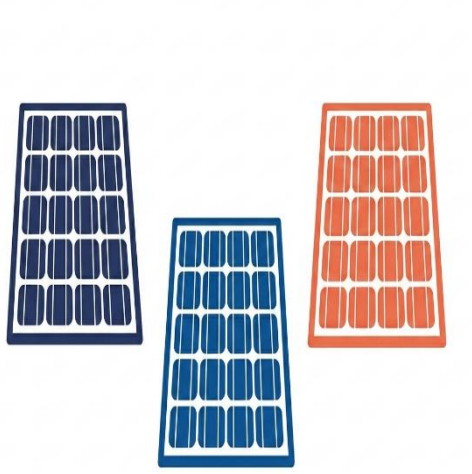


Source : Enquête 2025

2.7. Le ton : énergies renouvelables comme énergies d'avenir

Les acteurs (93%) qui ont parlé d'énergies renouvelables, dans la presse écrite et celle en ligne, l'ont largement abordé sur un ton positif. Soit elles sont présentées comme la seule alternative à la crise de l'électricité qui sévit particulièrement au Mali et au Niger, soit elles sont présentées comme la solution qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement climatique. Le JETP est également perçu comme un processus prometteur dans lequel ces gouvernements sahéliens gagneraient à s'engager. Les articles (7%), qui affichent une certaine neutralité dans l'écriture, présentent aussi le solaire comme source d'énergie d'avenir au Sahel.

Ces contenus n'ont pas suffisamment jeté un regard critique sur les politiques énergétiques respectives des pays, afin d'en relever des bonnes pratiques et des paradoxes, avant de les mettre en perspective par rapport aux engagements régionaux et internationaux des différents pays. Si le potentiel solaire et hydroélectrique est évident, les articles n'ont pas interrogé les termes des projets de coopération qui se développent sur les énergies renouvelables et l'environnement des affaires à bâtir pour favoriser des investissements massifs dans le domaine du solaire par exemple.



Graphique 06 : Ton des contenus publiés par rapport aux énergies renouvelables

Positif	■	93%
Neutre	■	7%
Négatif	—	0%

Source : Enquête 2025

CHAPITRE 03 : QUALITÉ DU RÉCIT MÉDIATIQUE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES AU SAHEL

Si l'analyse quantitative révèle que les médias du Sahel occidental parlent très peu des énergies renouvelables, les rares fois que les journalistes traitent de ce sujet méritent d'être examinées pour en relever les succès ou les limites professionnelles. Cette présente analyse qualitative menée en Mauritanie, au Sénégal, au Niger, au Burkina Faso et au Mali s'appuie ainsi sur un échantillon global de 50 contenus éditoriaux, publiés par la presse écrite et la presse en ligne, entre janvier et septembre 2025, portant sur les énergies renouvelables. Ces articles ont été collectés à travers une revue de presse limitée à cette période.

Les critères d'analyse choisis sont les suivants :

- Le sujet ou l'angle de traitement choisi ;
- Le ton utilisé ou visible dans le contenu éditorial ;
- L'utilisation de références politiques publiques et/ou d'engagements internationaux relatifs aux énergies ;
- L'utilisation de données/statistiques dans le contenu éditorial.

3.1. En Mauritanie

Tableau 04 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux en Mauritanie

N°	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Réf. politiques & engag. int.	Données / Statistiques
A1	Investissement dans le solaire et l'éolien	Positif	✗	✗
A2	Opportunités ER face aux délestages	Positif	✓	✓
A3	Investissements dans les ER (solaire)	Positif	✗	✗
A4	Part de la Mauritanie dans le Gaz (GTA)	Positif	✗	✗
A5	Potentiel énergie renouvelable du pays	Neutre	✓	✓
A6	Investissement sur l'hydrogène vert	Positif	✓	✓
A7	Investissement sur le solaire et l'éolien	Positif	✗	✗
A8	Plaidoyer pour plus d'investissement ER	Positif	✗	✗
A9	Exploitation de gaz naturel (GTA)	Neutre	✗	✗
A10	Exploitation du gaz naturel (GTA)	Neutre	✗	✓

Source : Enquête 2025

Ce tableau indique que la couverture médiatique des énergies renouvelables contient plusieurs biais professionnels (utilisation insuffisante des données disponibles, faibles références nationales et internationales, etc.) en Mauritanie. Du point de vue du choix des sujets, malgré la contribution significative de l'hydroélectricité, la majorité des contenus porte sur les investissements dans le domaine de l'énergie solaire (investissements publics, partenariats publics-privés, coopération internationale).

Ce focus thématique montre que les porteurs d'initiatives solaires communiquent plus que les acteurs œuvrant pour le développement des autres sources d'énergies renouvelables. Cela contribue à la consolidation de la perception sociale selon laquelle « énergie renouvelable équivaut au solaire ». Malgré son importance et les potentialités solaires au Sahel, il existe une diversité de sources d'énergie renouvelables capables de porter une politique de mix énergétique.

L'exploitation du gaz naturel, dans le cadre du projet GTA, en partenariat avec le Sénégal, bénéficie d'une surface médiatique assez considérable. À ce propos, l'accent est plus mis sur les enjeux géopolitiques que sur la possibilité d'une souveraineté énergétique durable que peut offrir cette exploitation à la Mauritanie. La tonalité du discours médiatique sur les énergies renouvelables est par ailleurs positive. Elles sont globalement considérées comme une alternative crédible aux énergies fossiles. Elle confirme également le ton « politiquement correct » qui caractérise la presse mauritanienne.

Cependant, exceptés ceux publiés par l'Agence Ecofin (une agence internationale spécialisée en économie), les contenus éditoriaux montrent de faibles efforts de recherche. Les journalistes ne montrent pas, avec des données à l'appui, les articulations entre les initiatives visant à promouvoir les énergies renouvelables, la structure de la production nationale d'électricité, la politique énergétique du pays et les traités internationaux relatifs à la lutte contre le réchauffement climatique ratifiés par le pays. Cette approche aurait permis de relever des contradictions dans les choix d'investissement du gouvernement mauritanien qui a par ailleurs fait de l'exploitation de ses gisements d'uranium une priorité nationale [note 15].

3.2. Au Burkina Faso

Tableau 05 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux au Burkina Faso

N°	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Réf. politiques & engag. int.	Données / Statistiques
A1BF	Opportunité et défi du solaire	Positif	✗	✓
A2BF	Investissement sur le solaire	Positif	✓	✓
A3BF	Investissement sur le solaire	Positif	✓	✓
A4BF	Le marché du solaire au Burkina	Positif	✓	✓
A5BF	Projet solaire	Positif	✗	✗

N°	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Réf. politiques & engag. int.	Données / Statistiques
A6BF	Énergie solaire	Positif	✗	✗
A7BF	Investissement sur le solaire	Positif	✓	✓
A8BF	Investissement sur le solaire	Positif	✗	✗
A9BF	Investissement sur le solaire	Positif	✓	✓
A10BF	Investissement sur le solaire	Positif	✗	✗

Source : Enquête 2025

À l'instar de la Mauritanie, ce tableau indique que les rares fois que les médias burkinabè parlent des énergies renouvelables, ils ont mis l'accent sur l'énergie solaire. La presse s'intéresse aux projets solaires, aux initiatives de promotion des équipements solaires et peu aux autres sources d'énergies renouvelables.

La tonalité du discours sur les énergies renouvelables est globalement positive. Par contre, celle-ci n'interroge pas les actions publiques, le faible recours aux équipements solaires, alors que le pays a suspendu les taxes liées à l'importation de tels équipements depuis 2013. La répression des voix critiques et la tentation du « traitement patriotique de l'information » peuvent être des raisons de ce ton, politiquement correct, observé dans ce pays.

Par ailleurs, on peut remarquer une faible exploitation de données relatives à la situation énergétique du pays. Ce qui déteint sur la qualité des contenus éditoriaux. Ceux-ci n'informent pas non plus sur les engagements internationaux du pays relatifs à la lutte contre le réchauffement climatique, aux énergies propres en particulier.

3.3. Au Mali

Tableau 06 : Synthèse des résultats des contenus éditoriaux au Mali

N°	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Réf. politiques & engag. int.	Données / Statistiques
A1ML	Place du solaire dans la production nationale d'électricité	Positif	✓	✗
A2ML	Accès à l'électricité par le solaire	Positif	✗	✗
A3ML	Accès à l'électricité par le solaire	Positif	✗	✓
A4ML	Mix énergétique	Positif	✗	✓
A5ML	Investissement sur le solaire	Positif	✗	✗
A6ML	Investissement sur le solaire	Positif	✗	✗
A7ML	Investissement sur le solaire	Positif	✓	✗
A8ML	Investissement sur le solaire	Positif	✗	✓
A9ML	Dette d'investissement sur l'hydroélectricité	Négatif	✗	✓

N°	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Réf. politiques & engag. int.	Données / Statistiques
A10ML	Hydroélectricité	Négatif	✗	✗

Source : Enquête 2025

À l'image du Burkina Faso, le peu d'articles évoquant les énergies renouvelables au Mali met le focus sur l'énergie solaire. Le Mali vit, depuis 2022, une crise de l'électricité, à la suite des sanctions de la CEDEAO. Dans une dynamique de construction d'une « souveraineté énergétique », les autorités misent sur l'énergie solaire. Celle-ci est devenue un enjeu géopolitique et de coopération avec des pays comme la Russie. La construction de la centrale solaire de 200 mégawatts à Sanankoroba (près de Bamako), en collaboration avec Moscou, en est une illustration [note 16]. S'appropriant ainsi le narratif du gouvernement, les médias font la promotion de l'énergie solaire avec un ton positif. Le contexte national marqué par des restrictions de la liberté d'expression, ne favorise point une lecture critique des choix d'investissement. Par ailleurs, le traitement de l'information relative aux énergies renouvelables ignore les liens entre les orientations politiques domestiques et les engagements internationaux signés par l'État malien. Il ne montre pas non plus un effort de recherche de données relatives à la structure de la production d'énergie, capables d'enrichir le contenu éditorial.

3.4. Au Niger

Tableau 07 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux au Niger

N°	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Réf. politiques & engag. int.	Données / Statistiques
A1NIG	Objectif national pour les renouvelables	Positif	✓	✓
A2NIG	Plaidoyer pour les sources d'ER	Positif	✓	✗
A3NIG	Souveraineté et mix énergétiques	Positif	✓	✓
A4NIG	Investissement sur le barrage hydroélectrique	Positif	✓	✓
A5NIG	Politique énergétique misant sur le solaire	Positif	✓	✓
A6NIG	Engagement de la Chine dans le solaire	Positif	✓	✓
A7NIG	Investissement sur les ER	Positif	✗	✗
A8NIG	Investissement sur les énergies vertes	Positif	✗	✓
A9NIG	Investissement sur le solaire (G5)	Positif	✓	✓
A10NIG	Recours massif aux panneaux solaires par les citoyens	Positif	✗	✓

Source : Enquête 2025

À l'instar du Mali, la presse nigérienne se focalise plus sur les investissements dans le domaine de l'énergie solaire, pour le peu qu'elle traite des énergies renouvelables. Le solaire photovoltaïque est ici perçu comme la solution face à la crise énergétique, électrique en particulier, que vit le pays,

à la suite des sanctions de la CEDEAO prononcées en 2023. À l'époque, l'autonomie électrique était de 40% [note 17]. Le pays importait de l'électricité du Nigeria.

Au Niger, les atteintes à la liberté d'expression font que les médias épousent le discours officiel. Ainsi, ils ne jettent point de regard critique sur les choix politiques relatifs à l'accès à l'énergie et à la possibilité d'un mix énergétique inclusif. Le pays dispose d'un gisement important d'uranium, jadis exploité par une filiale de la société Areva, d'une potentialité hydroélectrique importante grâce au Fleuve Niger [note 18] et de mines de charbon. Il exporte également du pétrole brut. De plus, les journalistes ne poussent pas non plus leur curiosité jusqu'aux traités internationaux en rapport avec l'exploitation des sources énergétiques, ratifiés par le pays. Cela est perceptible dans la pauvreté des contenus éditoriaux.

3.5. Au Sénégal

Tableau 08 : Synthèse des résultats de l'analyse des contenus éditoriaux au Sénégal

N°	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Réf. politiques & engag. int.	Données / Statistiques
A1SEN	Plaidoyer pour l'accès aux équipements solaires	Neutre	✗	✗
A2SEN	Investissement sur le solaire	Positif	✗	✓
A3SEN	Investissement solaire et coopération avec la Chine	Positif	✗	✗
A4SEN	Coopération énergétique avec la Chine	Neutre	✗	✗
A5SEN	Politique énergétique relative aux ER	Neutre	✗	✗
A6SEN	Transformation des déchets des systèmes solaires en énergie	Positif	✗	✓
A7SEN	Politique de maîtrise d'énergie	Positif	✓	✗
A8SEN	Investissement sur le solaire	Positif	✓	✗
A9SEN	Barrage hydroélectrique de Sambangalou	Neutre	✗	✗
A10SEN	Barrage hydroélectrique de Sambangalou	Neutre	✗	✓

Source : Enquête 2025

À l'instar du Niger, les médias sénégalais réservent une place plus significative à l'énergie solaire, quand ils parlent des énergies renouvelables. Les sujets mettent également l'accent sur les projets hydroélectriques, notamment le projet de construction du barrage de Sambangalou, sur le fleuve Gambie.

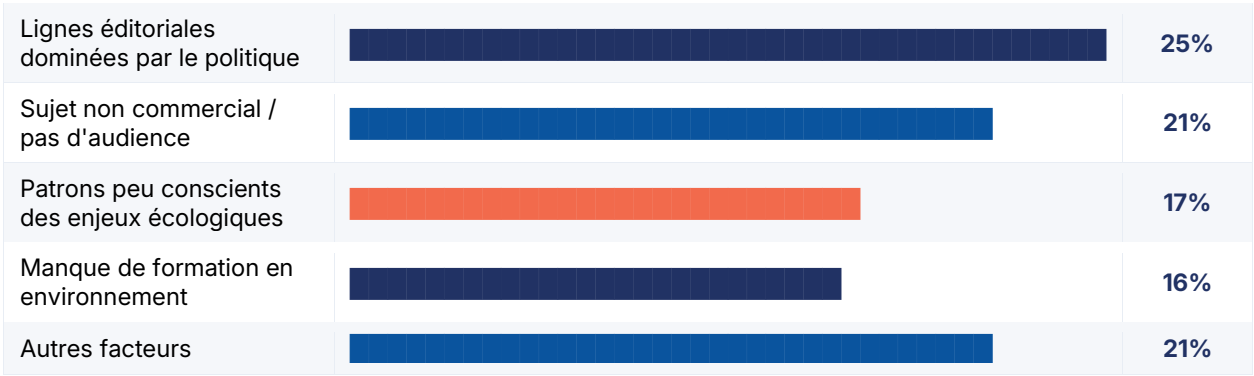
Le discours médiatique sur l'énergie solaire est globalement positif et neutre. Mais il ne questionne pas assez la politique du mix énergétique prônée par les autorités. Il ne questionne pas non plus les paradoxes entre les ambitions politiques déclarées et les actions concrètes menées dans le domaine de l'énergie. Ces interrogations seraient d'autant plus légitimes que, contrairement aux

autres pays du Sahel ciblés par cette étude, le Sénégal est le 4e pays au monde signataire du JETP [note 19]. Il ambitionne ainsi que sa production énergétique nationale soit composée d'énergie propre à hauteur de 40% d'ici 2030, avec l'appui financier du groupe des partenaires internationaux et du secteur privé sénégalais. Mais les articles analysés reflètent une quasi-ignorance du JETP et des autres engagements pris par le pays, allant dans le sens de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

3.6. Regard des journalistes sur le traitement médiatique des questions environnementales

Au Sénégal, Burkina Faso, Niger, Mali et en Mauritanie, les journalistes, y compris les directeurs de publication, les rédacteurs en chef et les chefs de desk, construisent le contenu éditorial avec des degrés de responsabilité différents. Selon les journalistes de ces pays enquêtés dans le cadre de cette étude, la faible proportion de l'environnement dans les contenus médiatiques est due à plusieurs facteurs structurels. 25% des journalistes pointent du doigt les lignes éditoriales dominées par les sujets politiques, 21% estiment que le sujet environnemental n'est pas commercial, c'est-à-dire n'attire pas des lecteurs, des auditeurs, des téléspectateurs et des annonceurs. 17% disent que les patrons des médias ne sont pas assez conscients des enjeux sociaux, économiques et écologiques de la problématique environnementale. 16% des journalistes évoquent le manque de formation des journalistes en environnement.

Graphique 07 : Raisons du faible traitement médiatique des ER au Sahel, selon les journalistes



Source : Enquête 2025

Toutefois, 65% des journalistes déclarent avoir bénéficié d'une session de formation ou de renforcement de capacités sur l'environnement. Cette proportion montre que les opportunités de formation ne manquent pas dans la sous-région, même s'ils ne parviennent pas à couvrir tous les besoins. Les besoins en renforcement de capacités thématiques et techniques restent significatifs.

CHAPITRE 04 : LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

4.1. Enseignements

1

Faible engagement des OSC et des médias

Les tendances observées dans les contenus éditoriaux révèlent plusieurs insuffisances d'ordre qualitatif et quantitatif, mais aussi une très faible présence des acteurs (OSC, entreprises, etc.) qui œuvrent pour des politiques publiques en faveur des énergies renouvelables. La pauvreté des contenus informationnels sensibles aux énergies renouvelables est en partie liée à l'absence d'une diversité d'acteurs plaidant pour ces types d'énergie. Soit les OSC sont assez inactives sur le sujet ou elles n'associent pas assez les médias dans leurs stratégies et actions de plaidoyer. Pour leur part, les médias ne s'y intéressent que lorsque les acteurs institutionnels mènent des activités sur le sujet. Une situation qui indiquerait que, pour le moment, une information publique de qualité n'est guère considérée comme un facteur de résilience et de meilleure gouvernance énergétique par ces deux catégories d'acteurs.

2

Prédominance du solaire dans les narratifs

La couverture médiatique centrée sur l'énergie solaire relègue au second plan la diversité de sources d'énergie renouvelable et ne contribue point à poser un débat fécond sur le mix énergétique, voire la nécessaire transition énergétique engagée dans ces pays. Elle peut renforcer la perception selon laquelle « énergie renouvelable = solaire ».

3

Carences professionnelles chez les journalistes

Sur le plan professionnel, le traitement de l'information relative aux énergies renouvelables révèle des carences techniques et thématiques chez les journalistes et les médias. Manifestement, ils connaissent peu les politiques nationales d'énergie ainsi que les traités internationaux relatifs à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre qui engagent leurs pays. Par ailleurs, les journalistes n'exploitent pas les sources de statistiques accessibles et les formats éditoriaux valorisants, dans le cadre de la collecte et du traitement de l'information d'intérêt public.

4

Absence de desks dédiés dans la presse privée

La quasi-inexistence des services (desk) dédiés à la couverture médiatique de l'actualité relative au Développement Durable dans la presse privée ne milite pas en faveur d'une visibilité accrue des énergies renouvelables et des enjeux liés à la transition énergétique dans le débat public.

4.2. Recommandations

Les enseignements tirés du monitoring autorisent la formulation de quelques recommandations d'ordre stratégique et pratique, à l'endroit de plusieurs catégories d'acteurs. Celles-ci sont particulièrement adressées aux acteurs institutionnels, médiatiques et aux OSC.

Leçons apprises

01 La couverture médiatique des énergies renouvelables au Sahel est quantitativement insuffisante et qualitativement pauvre. Elle ne reflète ni l'urgence de la transition énergétique, ni la complexité des enjeux auxquels font face les populations sahéliennes.

02 Le déficit de formation journalistique sur les questions énergétiques est le principal facteur structurel explicatif des lacunes observées. Sans expertise, les journalistes dépendent des sources officielles et reproduisent un récit institutionnel peu critique.

03 Le contexte sécuritaire des pays de l'AES crée des barrières spécifiques à la couverture des zones rurales, où se déploient la majorité des projets d'énergie renouvelable. Ces barrières aggravent les inégalités dans la représentation médiatique des communautés locales.

04 Les femmes et les communautés rurales sont quasi absentes du récit médiatique sur les énergies renouvelables, alors qu'elles constituent les premières bénéficiaires et les premières victimes potentielles des transformations du système énergétique.

05 Les médias en ligne offrent des opportunités émergentes pour enrichir la couverture des énergies renouvelables, notamment grâce à leur plus grande souplesse éditoriale, leurs coûts réduits et leur capacité à mobiliser des correspondants en région.

06 Le manque de coordination entre les acteurs du secteur énergétique et les médias freine la mise à disposition d'informations fiables, accessibles et exploitables par les journalistes. Des passerelles entre ces écosystèmes sont nécessaires et possibles.

4.2 — RECOMMANDATIONS

Recommandations

Pour les médias et les rédactions

› Créer ou renforcer des rubriques dédiées aux questions énergétiques et climatiques, avec des journalistes identifiés et formés.

› Diversifier les sources d'information en allant au-delà des communiqués institutionnels : experts, chercheurs, société civile, communautés locales.

› Intégrer une perspective genre dans la couverture des énergies renouvelables, en donnant la parole aux femmes et aux communautés rurales.

› Développer des partenariats avec d'autres médias de la région pour mutualiser les ressources de reportage.

› Adopter des politiques éditoriales claires sur les conflits d'intérêts liés aux annonceurs du secteur énergétique.

Pour les journalistes

› Se former aux enjeux énergétiques et climatiques, notamment via les programmes de formation proposés par l'IPAO, le CENOZO et les réseaux régionaux de journalistes climatiques.

› Développer un réseau de sources expertes et diversifiées sur les questions d'énergie : chercheurs, ingénieurs, ONG, représentants de communautés.

› Explorer les méthodologies du journalisme de données pour exploiter les rapports publics sur les projets d'énergie renouvelable.

› Investir le journalisme de solutions pour documenter les initiatives locales et les innovations du secteur.

› Rejoindre les réseaux régionaux de journalistes spécialisés dans les questions climatiques et énergétiques.

Pour les organisations de soutien aux médias

› Développer des programmes de formation spécialisée sur les enjeux énergétiques et climatiques, adaptés aux contextes sahéliens.

› Soutenir la création de bourses de reportage dédiées aux enjeux énergétiques dans les zones rurales et dans les zones affectées par l'insécurité.

› Faciliter les échanges et les collaborations entre journalistes des quatre pays, notamment via des plateformes numériques sécurisées.

› Documenter et diffuser les bonnes pratiques de couverture des énergies renouvelables dans la région.

Pour les acteurs du secteur énergétique

› Améliorer la transparence dans la communication sur les projets d'énergie renouvelable : données sur les bénéficiaires, les impacts, les coûts, les contrats.

› Faciliter l'accès des journalistes aux sites de projets et aux responsables techniques, au-delà des seuls moments d'inauguration.

› Produire des documents de vulgarisation sur les projets, accessibles aux journalistes non spécialisés.

› Intégrer systématiquement des volets de communication et de sensibilisation dans les projets d'énergie renouvelable.

Pour les bailleurs de fonds

› Intégrer des composantes de renforcement des capacités médiatiques dans les projets d'énergie renouvelable financés dans la région.

› Soutenir des initiatives de journalisme d'investigation sur la gouvernance des projets énergétiques au Sahel.

› Financer la recherche sur les médias et la transition énergétique en Afrique de l'Ouest.

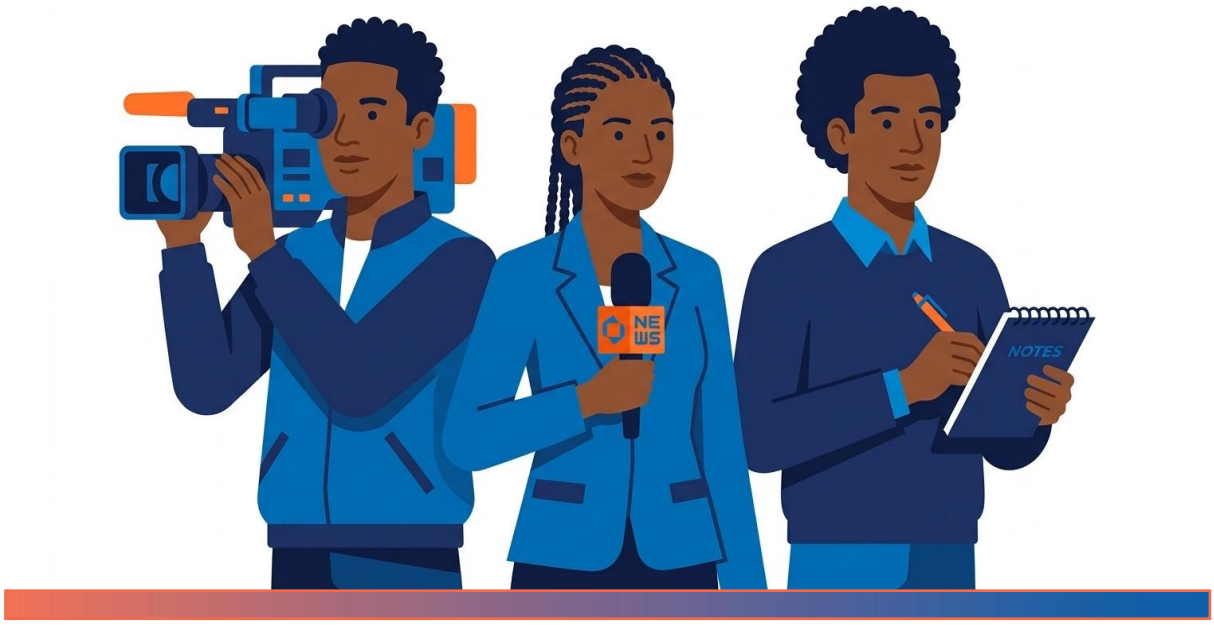
› Encourager la transparence des contrats et la publication des données sur les projets financés, pour faciliter le travail journalistique.

Pour les gouvernements et régulateurs

› Garantir un environnement favorable à la liberté de la presse et à l'accès à l'information sur les projets d'énergie publics.

› Faciliter l'accès des journalistes aux zones rurales et aux sites de projets, y compris dans les contextes sécuritaires contraints.

› Intégrer des obligations de transparence et de communication dans les cadres réglementaires du secteur énergétique.



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AFRICA CLIMATE INSIGHTS & FONDATION HEINRICH BÖLL. (2025). Produit de connaissance sur l'impact des combustibles fossiles et les opportunités d'une transition énergétique juste (JETP) au Sénégal.

AGENCE ECOFIN. Aura compte désormais 3 acheteurs pour l'uranium du projet mauritanien Tiris. https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/0508-130653-aura-compte-desormais-3-acheteurs-pour-l-uranium-du-projet-mauritanien-tiris

ARTP & ANSD (2024). Présentation des résultats de l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication au Sénégal (ENTICS 2024).

BAD. Initiative « Desert to Power ». https://www.afdb.org/fr/news-and-events/linitiative-desert-power-de-la-banque-africaine-de-developpement-71073

BAD. La Mauritanie signe un accord de 300 millions de dollars pour un projet de centrale hybride solaire-éolienne. https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/la-mauritanie-signe-un-accord-de-300-millions-de-dollars-pour-un-projet-de-centrale-hybride-solaire-eolienne-dans-le-cadre-de-linitiative-desert-power-87345

CDE. Énergie éolienne. https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/energie-eolienne

CDE. Énergie solaire. https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/energie-solaire

CDE. Hydroélectricité. https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/hydroelectricite

CEDEAO. (2015). Politique de la CEDEAO sur les énergies renouvelables.

CEREEC. (2025). Rapport régional de progrès sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'accès à l'énergie dans la région de la CEDEAO.

JEUNE AFRIQUE. Énergie solaire au Mali : Installation avec la Russie d'une mégacentrale. https://www.jeuneafrique.com/1571589/economie-entreprises/energie-solaire-au-mali-installation-avec-la-russie-dune-megacentrale/

LE SAHEL. Kandadji, une réponse structurelle aux défis de la souveraineté et du développement durable. https://www.lesahel.org/kandadji-une-reponse-structurelle-aux-defis-de-la-souverainete-et-du-developpement-durable/

LE360 AFRIQUE. Le Mali lance avec la Russie la construction d'une vaste centrale solaire. https://afrique.le360.ma/economie/le-mali-lance-avec-la-russie-la-construction-dune-vaste-centrale-solaire_I76RPERDWNALDOWSTEU6M3LPDI/

LEFASO.NET. Burkina/Énergies renouvelables : Des acteurs sensibilisés sur la certification, l'exonération et le contrôle qualité. https://lefaso.net/spip.php?article124128

LOW CARBON POWER. (2023). Électricité au Burkina Faso. https://lowcarbonpower.org/fr/region/Burkina_Faso

LOW CARBON POWER. (2023). Électricité au Niger en 2023. https://lowcarbonpower.org/fr/region/Niger

MINISTERE DE L'ENERGIE DU SENEGAL. Partenariat pour une transition énergétique juste. https://energie.gouv.sn/2022/06/15/partenariat-pour-une-transition-energetique-juste/

MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE MAURITANIE. Signature de la plus importante convention de l'histoire de notre pays avec la BAD. https://www.economie.gov.mr/fr/node/414

NATIONS UNIES-ACTION CLIMAT. Les énergies renouvelables, qu'est-ce que c'est ? https://www.un.org/fr/climatechange/what-is-renewable-energy

NIGELEC. Projet NESAP-Banque Mondiale. https://www.nigelec.ne/projet-nesap-banque-mondiale

OMVG. OMVG, des projets structurants pour réussir l'intégration régionale. https://www.omvg.org/actualites/lomvg-des-projets-structurants-pour-reussir-lintegration-regionale

PNUD, CERECC & UNOPS. (2024). Mali : Atténuation des risques d'investissements sur les énergies renouvelables.

RIEFFEL, R. (2001). Sociologie des médias. Paris : Ellipses.

SIKAFINANCE. Burkina Faso : La production énergétique couvre désormais 50% des besoins nationaux. https://www.sikafinance.com/marches/burkina-la-production-energetique-couvre-desormais-50-des-besoins-nationaux_54371

UEMOA. (2022). Directive N°02/2022/CM/UEMOA relative à la promotion et au développement des énergies renouvelables dans les États membres.

NOTES ET RÉFÉRENCES

[1] Le Sénégal est le quatrième pays adhérant au JETP au monde, en juin 2023.

[2] https://www.jeuneafrique.com/1571589/economie-entreprises/energie-solaire-au-mali-installation-avec-la-russie-dune-megacentrale/

[3] https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/la-mauritanie-signe-un-accord-de-300-millions-de-dollars-pour-un-projet-de-centrale-hybride-solaire-eolienne-dans-le-cadre-de-linitiative-desert-power-87345

[4] https://www.economie.gov.mr/fr/node/414

[5] https://www.omvg.org/actualites/lomvg-des-projets-structurants-pour-reussir-lintegration-regionale

[6] https://www.afdb.org/fr/news-and-events/burkina-le-lancement-du-projet-yeleen-de-developpement-de-centrales-solaires-suscite-beaucoup-despoir-60187

[7] En fin 2024, le Mali, le Niger et le Burkina ont officiellement quitté la CEDEAO pour se regrouper au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES).

[8] Berelson, B. (1952). Content Analysis; Communication Research.

[9] De Bonville, J. (2006). Analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique.

[10] Macnamara, J. (2018). Content analysis. P. Napoli (ed.). Mediated Communication. Gruyter Mouton, Berlin, Germany and Boston, MA (pp. 191-212).

[11] ONU. Qu'est-ce que l'énergie renouvelable. https://www.un.org/fr/climatechange/what-is-renewable-energy

[12] https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/energie-eolienne

[13] https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/energie-solaire

[14] https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/hydroelectricite

[15] Agence Ecofin : https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/0508-130653-aura-compte-desormais-3-acheteurs-pour-l-uranium-du-projet-mauritanien-tiris

[16] https://afrique.le360.ma/economie/le-mali-lance-avec-la-russie-la-construction-dune-vaste-centrale-solaire_I76RPERDWNALDOWSTEU6M3LPDI/

[17] https://www.lesahel.org/souverainete-energetique-lautonomie-passe-de-40-a-70-en-quelques-mois/

[18] https://www.lesahel.org/kandadji-une-reponse-structurelle-aux-defis-de-la-souverainete-et-du-developpement-durable/

[19] https://energie.gouv.sn/2022/06/15/partenariat-pour-une-transition-energetique-juste/

ANNEXES

Annexe 1 : Grille de collecte journalière des données par média (Excel)

Disponible en ligne :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1zfoVHvr9HYNzticfRm-rrEKndFV_dZnE/edit?usp=sharing

Annexe 2 : Presse en ligne — Tableau de synthèse des données par pays

Exemple du Burkina Faso — Période : 11 au 31 août 2025

Tableau de synthèse — Presse en ligne (Burkina Faso)

Indicateurs	Le Faso.net	AIB	Ouaga24	Total
1. Nombre d'articles total dans le journal ou l'édition d'info				
2. Nombre d'articles ÉR				
3. Nombre d'articles ÉR à la Une				
4. De quoi parle-t-on sur les ÉR ?				
— Hydroélectricité				
— Énergie éolienne				
— Énergie solaire				
— Biomasse				
— Mix énergétique				
— Autres				
5. Qui parle des ÉR ?				
— Journalistes				
— Leaders d'ONG/OSC				
— Chercheurs/Experts				
— Autorités politiques				
— Autres				
6. Genre journalistique utilisé				
— Reportage				
— Compte rendu				
— Récit				
— Magazine				
— Interview				
— Enquête/Investigation				

Indicateurs	Le Faso.net	AIB	Ouaga24	Total
— Portrait				
— Brève				
— Commentaire				
— Dossier				
— Autre				
7. Ton utilisé				
— Positif				
— Négatif				
— Neutre				

Annexe 3 : Presse écrite — Tableau de synthèse des données par pays

Exemple du Burkina Faso — Période : 11 au 31 août 2025

Tableau de synthèse — Presse écrite (Burkina Faso)

Indicateurs	L'Obs Paalga	Sidwaya	Le Pays	Total
1. Nombre d'articles total dans le journal ou l'édition d'info				
2. Nombre d'articles ÉR				
3. Nombre d'articles ÉR à la Une				
4. De quoi parle-t-on sur les ÉR ?				
— Hydroélectricité				
— Énergie éolienne				
— Énergie solaire				
— Biomasse				
— Mix énergétique				
— Autres				
5. Qui parle des ÉR ?				
— Journalistes				
— Leaders d'ONG/OSC				
— Chercheurs/Experts				
— Autorités politiques				
— Autres				
6. Genre journalistique utilisé				
— Reportage				
— Compte rendu				
— Récit				
— Magazine				
— Interview				

Indicateurs	L'Obs Paalga	Sidwaya	Le Pays	Total
— Enquête/Investigation				
— Portrait				
— Brève				
— Commentaire				
— Dossier				
— Autre				
7. Ton utilisé				
— Positif				
— Négatif				
— Neutre				

Annexe 4 : Grille d'analyse qualitative des productions médiatiques par pays

N° / Code	Sujets ou angles spécifiques	Ton	Référence aux politiques publiques	Usage de données/Statistiques
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

Annexe 5 : Guide d'entretien

Disponible en ligne : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScurXH2IKDm3fhRS0htmer9JPNSF0OyjO-CM5q89Jc9vdkrSA/viewform?usp=sharing

Le guide d'entretien comportait les questions principales suivantes :

1. Comment appréciez-vous la couverture médiatique des questions des énergies renouvelables et de l'environnement en général dans votre pays ?
2. Selon vous, les énergies renouvelables et l'environnement en général intéressent-ils les publics des médias ? Expliquez.
3. Au cas où cette couverture est faible, selon vous, quelles sont les causes de cette situation ? Listez 4 causes au moins ou expliquez.

4. Les médias et les journalistes ont-ils besoin de formation en environnement ? Si oui, expliquez pourquoi.
5. Selon vous, est-ce que les acteurs de la société et les autorités peuvent contribuer à une couverture médiatique des ER plus significative ? Si oui, qu'est-ce qu'ils doivent faire ?
6. Au regard des multiples investissements des États dans le solaire et les autres types d'ER, trouvez-vous possible une transition énergétique verte et réussie dans votre pays ?
7. Selon vous, que faudrait-il faire pour rendre le climat des investissements plus favorable aux énergies renouvelables ? Expliquez.
8. Seriez-vous disposé à répondre à de nouvelles questions de précision pour les besoins de cette étude ?

En partenariat avec